

La Géorgie doit se choisir un avenir entre Russie et Occident

Des bruits de portes de plus en plus insistants se font entendre dans le Caucase. Ces derniers mois, l'esclandre des Irévechvils, des sanctions et des contre-sanctions dans laquelle Russes et Géorgiens sont engagés ont pris des dimensions spectaculaires et inquiétantes. Après la chasse aux espions, la fermeture des frontières, la guerre commerciale, le refoulement de tra-

vaillants sans papiers, le conflit a franchi une nouvelle étape avec l'an-nonce de nouvelles hausses du prix du gaz russe destinée à la Géorgie. L'embaras des Occidentaux est patent. Depuis trois mois, le comit russe-georgien est à l'agenda de tous les sommets et réunions. Les Américains y font part de leur « *Préoccupation* », les Européens appellent à l'apaisement et cherchent à calmer la fureur vindicative

du Kremlin. Sans la moindre illusion, Car si personne ne cache ses sympathies pour la petite république du Caucase, il n'est pas grand monde non plus pour se risquer à devancer que quelques encoua-gements de pure forme.

Les Géorgiens sont laissés à eux-mêmes, et le silence qui les entoure est d'abord le signe de la mauvaise conscience. C'est aussi une réponse indirecte et gênée à la

question fondamentale qui sous-tend ce conflit. À qui appartient donc la Géorgie ? Est-elle européenne ? Atlantique ? Ou fait-elle encore partie de l'espace historique de la puissance russe ?

Depuis la « révolution de la rose » de l'automne 2003, la Géorgie cherche péniblement de reconnaître officiellement son appartenance à l'Union européenne. Il n'est pas de manifestation publique qui ne voie flotter cote à cote les étendards géorgien et européen, et c'est pour arriver symboliquement cette volonté dans les esprits qu'il n'est provisionnellement fait recours, pour occuper le poste de ministre des Affaires étrangères, à la Française Salomé Zourabichvili.



Et si le jour de votre mort vous donniez la vie ?

Photo: Marc Baré / Publieo Conception



Mais qu'a-t-on fait de cette puissante aspiration à renouer avec l'Europe ? Trois ans après la « révolution de la rose » à Tbilissi, il est moins question de perspective européenne que de rejet de la Russie. Et il est question d'un pacte, c'est-à-dire celui de l'Atlantique-Nord dont la Géorgie est pourtant fort éloignée.

L'engagement américain des dernières années en Géorgie a fortement contribué à encourager cette perspective. Depuis l'effondrement de l'URSS et la découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz dans le bassin de la Caspienne, le Caucase et la Géorgie singulièrement, ont retrouvé toute leur importance aux yeux des stratèges de Washington. Contrairement aux Européens, les Administrations américaines successives ont lourdement misé sur la Géorgie, enjeu essentiel du nouveau « Grand jeu » énergétique qui se livre dans la région. Après avoir favorisé l'émergence de Mikhaïl Saakachvili, les États-Unis ont engagé d'importants moyens financiers

« Les Administrations américaines successives ont misé sur ce pays, en un effort essentiel du nouvel échiquier énergétique de la région »



Par Eric Hoesli *

pour le soutenir. Après avoir désigné Tbilissi sous Chevardnadze, l'IMF, Banque mondiale et autres institutions financières s'y bousculent à nouveau. Le budget militaire, dopé par les perspectives d'une future adhésion à l'Otan et par la participation géorgienne à l'expédition d'Irak, a explosé. Les conseillers militaires américains forment désormais sur place les bataillons d'élite de l'armée géorgienne et disposent dans le pays de privilèges extraordinaires, d'autres spécialités sont présents dans la plupart des ministères importants. En trois ans, la Géorgie est devenue la plus forte récipiendaire d'aide américaine après Israël.

Une forte pression américaine n'est pas restée sans effets sur la politique intérieure géorgienne. Au sein même du régime, l'« attitude » incarnée par le ministre de la Défense a gagné sans cesse en influence. L'armée est montée en puissance. Ces derniers mois, les

faucons n'ont cessé de hausser le ton, plusieurs personnalités modérées, notamment chargées des discussions avec les indépendantistes, ont été écartées. Les incidents militaires se sont multipliés, et la tension est aujourd'hui à son comble.

À Moscou également, il ne manque pas d'acteurs ravis de voir la crise s'aggraver. La Russie a la réalité économique pour elle : malgré les oléoducs et les gazoducs qui traversent son territoire, la Géorgie est dépendante de sa grande voisine pour son approvisionnement en énergie. Elle dépend également quasi exclusivement du marché russe pour ses ventes de vin et d'eau minérale, deux de ses principaux produits d'exportation. Enfin, plus de 300 millions de dollars sont envoyés chaque année au pays par les centaines de milliers de Géorgiens travaillant en Russie.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le Kremlin, irrité, use puis abuse de ses arguments en plaçant de facto la Géorgie dans une situation de blocus commercial. Comme en Ukraine il y a quelques mois, les Européens ont toléré sans mot dire que soient confondus des projets aussi différents que l'Union européenne ou l'Otan. Faut-il donc pour être occidental implanter forcément des bases étrangères aux frontières russes ? Et s'étonner ensuite des réactions virulentes de Moscou ?

La Finlande est membre de l'Union européenne mais n'appartient pas à l'Otan : en est-elle plus vulnérable pour autant ? Dans la crise géorgienne, comme dans celle qui l'a précédée en Ukraine, c'est une bonne part de la politique européenne à l'Est qui est aujourd'hui mise en question.

* Directeur de La Tribune de Genève, auteur de La conquête du Caucase (Éditions des Syrtes).